



-Communiqué de presse du 02 juin 2008-

Urgent // Urgent // Urgent // Urgent // Urgent // Urgent

Deux jeunes parents en grève de la faim pour obtenir le déplacement d'un pylône de téléphonie mobile

Paris, le 02 juin 08 : Claire Deslauriers et Christophe Troy se battent depuis plus d'un an contre l'implantation d'un pylône de téléphonie mobile situé à proximité de leur habitation dans le Hameau de la Ruchère, dans le Parc Naturel de la Chartreuse, en Isère. Le pylône de 38 mètres de haut, équipé d'antennes des trois opérateurs, véritable provocation visuelle au sein des paysages majestueux qui l'entourent, est situé à quelques mètres des maisons les plus proches.

Réunions, pétitions, lettres recommandées, manifestations... n'ont pas abouti : le couple a démarré une grève de la faim depuis dix jours et s'est installé devant la Mairie de Saint Christophe sur Guiers (38).

Il s'agit là d'un acte de désespoir, révélateur d'un dysfonctionnement grave dans notre vie démocratique et d'un cadre réglementaire totalement insuffisant. C'est parce qu'il n'a pas réussi à se faire entendre et à faire reconnaître son droit fondamental à « un environnement équilibré et favorable à la santé » (art.1 de la Charte de l'environnement) que ce jeune couple a, en désespoir de cause, opté pour cette action dont chacun connaît les risques.

L'absence de réponse à leur demande de recherche d'un site alternatif est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une installation cofinancée par le Conseil général de Savoie, qui engageant de l'argent public, aurait dû avoir comme souci le respect des conditions de vie et de santé des citoyens.

Mais aujourd'hui, l'heure n'est plus au regret. Les faits sont là et s'imposent à tous les acteurs du dossier. Deux jeunes personnes sont en danger si l'on reste sourd à leur appel au secours. **Il faut que cet appel au secours soit entendu rapidement par les autorités publiques et les opérateurs de téléphonie.**

Si l'on veut que cette affaire se termine sans dommages irréparables, il faut que très vite l'ensemble des parties prenantes se mette le plus rapidement possible autour de la table dans un esprit de réelle concertation afin de rechercher une solution qui recueille l'accord de tous.

Les associations Priartem et Agir pour l'environnement ne pourraient admettre que pouvoirs publics et opérateurs industriels restent inactifs en assistant passivement à cette grève de la fin.

Contact presse :

> Stéphen KERCKHOVE – Délégué général d'Agir pour l'Environnement - Tél. 0140310299
> Janine LE CALVEZ – Présidente de Priartém - Tél. 0142478154